

## AFP Général

Social; Économie et finance, jeudi, 20 novembre 2003

### Hôpital: agents et médecins unis pour un "avertissement" au gouvernement (PAPIER GENERAL)

Sophie LAUTIER

PARIS (AFP) - Sept syndicats de personnels et de médecins hospitaliers ont lancé jeudi un "avertissement au gouvernement", dans une démarche commune sans précédent depuis plusieurs années, réclamant des négociations au moment où s'esquisse une réforme d'inspiration, selon eux, libérale.

En ligne de mire, le plan "Hôpital 2007" du ministre de la Santé, Jean-François Mattei: annoncé en novembre 2002, il s'agit d'un grand plan d'investissement et de "modernisation" de la gestion de l'hôpital public.

Selon les hospitaliers, Hôpital 2007 dans sa version actuelle introduirait une "sélection des patients", un "productivisme" dans les soins, une "soumission aux lois de la rentabilité", une "médecine à plusieurs vitesses". C'est pour obtenir le "retrait" de ce plan, que les syndicats CGT, FO, Sud, CFTC, représentant les deux tiers des personnels de santé, ainsi que CGH, **CMH**, INPH, pour les praticiens hospitaliers, ont formé une intersyndicale, inédite ces dernières années.

Pour eux, la priorité serait que le ministre "rompe avec les logiques comptables imposées", en ces temps de déficits abyssaux de la Sécurité sociale, et réponde à "l'urgence" née du manque de personnel, notamment infirmier.

Ils réclament ainsi "un plan ambitieux (...) de créations d'emplois immédiates, d'augmentation des places dans les écoles de formation et de financement des promotions professionnelles" afin de fidéliser les personnels.

De plus, les syndicats déplorent les "méthodes" de M. Mattei. "Depuis des mois, au gré des rencontres et des discussions avec le ministère de la Santé nous sommes conduits à penser que nous assistons à un nouveau régime du dialogue social: celui de la causerie", a déclaré Rachel Bocher (INPH).

"remuer les syndicats à tous les échelons"

Après cet "ultime et solennel avertissement", selon François Aubart (**CMH**), les syndicats attendent "dans les jours qui viennent" une réaction de M. Mattei.

Si le ministre devait les décevoir, ils entendent "remuer leurs syndicats à tous les échelons".

Deux dates ont déjà été avancées par les syndicats hormis la **CMH** qui se prononcera le 4 décembre. Le 16 décembre une "journée d'action et d'information" sera organisée sous la forme d'assemblées générales et de réunions publiques à travers la France.

Cette première initiative "doit faciliter la remontée des revendications portées par l'ensemble des personnels", avec pour objectif de "favoriser ainsi l'impulsion d'une journée nationale de grève et de mobilisation, le 22 janvier 2004".

Les syndicats tablent sur une mobilisation possible des personnels mais aussi des citoyens, après notamment les mouvements pour la défense des maternités de Paimpol (Côtes d'Armor) et d'Ingwiller (Bas-Rhin), ainsi que de l'hôpital de Saint-Affrique (Aveyron).

De son côté, le directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Dhos) au ministère, Edouard Couty, a rappelé à l'AFP le calendrier de rencontres à venir avec les syndicats.

Deux "négociations" sont officiellement prévues, l'une sur le statut des médecins hospitaliers, le 10 décembre, l'autre sur le statut des directeurs d'hôpitaux, le 16 décembre.

Enfin, les huit syndicats représentatifs des quelque 700.000 fonctionnaires hospitaliers sont conviés le 3 décembre pour "discuter de la manière d'améliorer le dialogue social dans l'hôpital", ce qui pourrait déboucher sur une "négociation".

sla/ed/sh

**Catégorie :** Économie

**Sujet(s) uniforme(s) :** Hôpitaux, soins hospitaliers et urgences; Services sociaux et de santé

**Sujets - AFP Général :** Social; santé; hôpitaux

**Heure de publication :** 17:30 GMT

**Taille :** Moyen, 398 mots

© 2003 AFP. Tous droits réservés.

Doc. : news-20031120-AF-0FRS1105\_324\_183010